

CantinesDuMonde

Un événement de l'association PARTAGE



Dossier d'information
sur l'alimentation dans le monde,
les repas scolaires et l'impact
de la crise de COVID-19

Ce dossier a été conçu pour les bénévoles de PARTAGE qui mettent en œuvre des actions dans le cadre de l'événement « Cantines du monde ». Une 1^{ère} version de ce dossier a été réalisée en 2018. En 2020, le dossier a été actualisé et prend notamment en compte l'impact de la crise de COVID-19.

Les objectifs de l'événement « Cantines du monde » de PARTAGE sont les suivants :

- Sensibiliser le public à l'importance de l'alimentation dans le développement global de l'enfant et, notamment, dans le développement de ses capacités d'apprentissage.
- Faire découvrir les différentes cultures alimentaires et les plats nationaux typiques.
- Présenter les actions des partenaires de PARTAGE sur le terrain, dans les domaines de l'alimentation et de la sensibilisation à la nutrition, en faveur des familles les plus vulnérables.
- Montrer les conditions d'accès à l'alimentation des enfants les plus défavorisés et attirer l'attention sur l'impact particulièrement positif pour ces enfants d'un accès à l'alimentation au sein même de leur école.
- Sensibiliser aux impacts de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire dans les pays d'intervention de PARTAGE.

SOMMAIRE

Informations générales sur l'alimentation dans le monde

4

- 4 Alimentation
- 5 Alimentation et développement chez l'enfant
- 7 Conditions d'accès à l'alimentation
- 8 Inégalités sociales et nutrition
- 8 Alimentation et école
- 10 Objectifs des repas scolaires

Alimentation et la crise COVID-19

11

- 11 Impacts de la crise COVID-19
- 12 COVID-19 et sécurité alimentaire
- 14 Rôle de l'alimentation dans la transmission du virus
- 14 COVID-19 et les enfants
- 16 Impacts de la fermeture des écoles

Sources

18

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ALIMENTATION DANS LE MONDE

Alimentation

- L'alimentation est un droit fondamental, défendu par le droit international.
- La faim dans le monde progresse de nouveau ces dernières années, alors qu'elle avait tendance à reculer.
- La sécurité alimentaire s'est détériorée dans de nombreuses régions du monde, conséquence des conflits armés, des récents événements climatiques et de la crise sanitaire actuelle.
- Une bonne alimentation est cruciale pour permettre aux enfants de grandir et d'apprendre dans de bonnes conditions.

L'accès à l'alimentation est un droit fondamental à la fois défini dans la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (article 27) et dans les Objectifs de Développement Durable (ODD). Les ODD ont pour but de concilier l'éradication de la pauvreté, des inégalités sociales et de la faim extrême avec la protection de la planète. Ils ont été définis par les Nations-Unies en septembre 2015.

Le deuxième ODD pose un objectif de « faim zéro », visant à éliminer la faim dans le monde et la malnutrition en 2030. Cet objectif est d'autant plus important aujourd'hui car, suite à la pandémie de COVID-19, l'ONU estime que jusqu'à 130 millions de personnes supplémentaires risquent de souffrir de la faim en 2020.



Alimentation et développement chez l'enfant

Une bonne alimentation est essentielle à notre développement.

Chez l'enfant, elle diminue le risque de développer une maladie chronique et donc favorise le bon développement physique et cognitif.

Chez l'adulte, l'état de santé général et l'espérance de vie sont intimement liés à l'alimentation, notamment chez les femmes en âge de procréer.

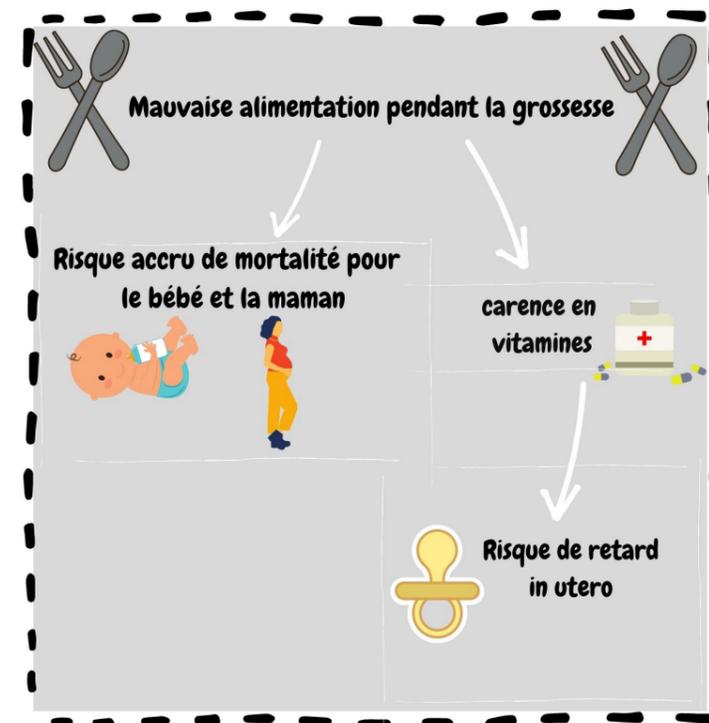
Femme enceinte

Le risque de retard de croissance et d'émaciation (maigreur extrême) est plus important chez les enfants dont la mère était mal nourrie durant la grossesse. Une sous-alimentation de la mère durant la grossesse peut aussi entraîner des problèmes cardiaques chez l'enfant et contribuer à l'apparition de maladies chroniques telles que le diabète ou l'hypertension une fois adulte.

L'anémie désigne une carence en fer, en vitamine B12 (acide folique) et en vitamine A.

Pendant la grossesse, l'anémie augmente le risque de morbidité et de mortalité de la mère et du nourrisson, ainsi que le risque d'insuffisance pondérale. De plus, elle présente d'importants risques d'interruption de grossesse, de mortinatalité et de prématurité.

Depuis 2012, l'anémie chez la femme en âge de procréer tend à augmenter. Cette condition est très développée dans la région du Sahel et en Afrique de l'Ouest. Parmi les 20 pays avec la plus forte prévalence d'anémie pendant la grossesse, 12 sont africains. En France, entre 10 et 15 % des femmes enceintes souffrent d'anémie, atteignant jusqu'à 38 % des femmes dans les pays africains.





Enfant

Près d'un enfant sur trois ne bénéficie pas d'une bonne alimentation, nécessaire à sa survie.

Chez les enfants de moins de 5 ans, cela crée un risque :

- D'émaciation (amaigrissement, maigreur extrême) ;
- De retard de croissance ;
- D'excès ou d'insuffisance pondérale.

Dans le monde :

- 149 millions d'enfants, soit un enfant sur quatre, présentent un retard de croissance ou sont trop petits pour leur âge et un enfant sur trois dans les pays en voie de développement ;
- 340 millions d'enfants, soit un enfant sur deux, souffrent de carences en vitamines et en nutriments essentiels tels que la vitamine A et le fer ;
- 40 millions d'enfants sont en surpoids ou obèses.



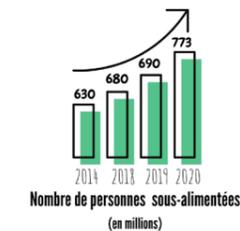
1 enfant sur 4 souffre d'un retard de croissance dans le monde

Conditions d'accès à l'alimentation

Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde était en augmentation avant même le début de la pandémie de COVID-19 : en 2019, 690 millions de personnes étaient sous-alimentées, soit 10 millions de plus qu'en 2018 et 60 millions de plus qu'en 2014.

La pandémie actuelle risque de faire augmenter ce chiffre de près de 132 millions de personnes supplémentaires.

La sécurité alimentaire s'est fortement dégradée dans le monde cette année, notamment dans les pays connaissant déjà des crises (politiques, climatiques) qui limitaient l'accès à la nourriture de la population. En Afrique, près de 107 millions de personnes risquent de faire face à une insécurité alimentaire fin 2020.



L'émaciation et le retard de croissance sont signes de dénutrition.

L'émaciation est l'amaigrissement et la maigreur extrême. Elle rend les enfants plus faibles et les expose à un plus grand risque de décès.

Selon l'Unicef, l'émaciation peut entraîner des problèmes dans l'apprentissage, le développement et la croissance.

Près de 10 000 enfants meurent chaque mois de cette condition à travers le monde. En 2019, le monde comptait 47 millions d'enfants atteints d'émaciation. En 2020, l'estimation est de 54 millions.

Le retard de croissance augmente les risques de :

- Déficiences cognitives ;
- Difficultés scolaires et professionnelles ;
- Décès des suites d'une infection.

La plus grande proportion de personnes sous-alimentées se situe en Asie, notamment en Asie du Sud, et en Afrique subsaharienne. En effet, 80 % des enfants en situation d'émaciation grandissent dans ces régions. Celles-ci enregistrent ainsi les taux de retard de croissance les plus élevés au monde.

Parallèlement à l'augmentation de la faim, l'obésité et le surpoids ne cessent d'augmenter. Au niveau mondial, le taux d'obésité a été multiplié par 3 depuis 1975. 13 % des adultes sont obèses. En France, ce chiffre est de 17 %.

Le taux d'obésité chez les enfants est également très important : il y a aujourd'hui 40,1 millions d'enfants de moins de 5 ans qui sont considérés comme obèses dans le monde.

Dans les pays à faibles revenus, environ 42 % des adolescents scolarisés consomment des boissons sucrées et gazeuses au moins une fois par semaine, contre 62 % dans les pays à hauts revenus.

Le marketing et la publicité sont l'une des causes de cette augmentation, faisant la promotion de produits ultra-transformés et mauvais pour la santé.

Inégalités sociales et nutrition

L'ONU constate que la faim grandit dans les pays où les inégalités de revenus se creusent. Pour les pays ayant une population plus pauvre, il est plus difficile de faire face aux crises économiques mondiales telles que celle que nous vivons en ce moment. Partout dans le monde, les inégalités se creusent.

C'est pour cela que les Nations-Unies ont déclaré qu'il était essentiel de :

« Favoriser une transformation structurelle favorable aux personnes à faibles revenus. Une transformation inclusive qui met l'accent sur la population, en plaçant les communautés au centre pour réduire les vulnérabilités économiques. Une façon de nous diriger dans la bonne direction pour mettre un terme à la faim, à l'insécurité alimentaire et à toutes les formes de malnutrition ».

Les enfants grandissant dans les zones les plus pauvres sont souvent les plus touchés par la malnutrition. Cela s'explique par le faible coût des aliments de mauvaise qualité nutritionnelle et à forte densité énergétique, favorisant les carences en vitamines et minéraux, ainsi que l'obésité.

Alimentation et école

C'est durant l'enfance que l'on peut acquérir de bonnes habitudes alimentaires et sanitaires qui conditionneront notre état de santé en tant qu'adultes. Les actions de distribution de nourriture et de sensibilisation à l'hygiène et à la nutrition agissent dans ce sens.

Ces actions permettent en outre de pallier les troubles causés aux élèves par la faim (fatigue, perte d'attention, défaut de concentration) et les aident ainsi à être dans de meilleures conditions pour apprendre.

De plus, l'alimentation d'un enfant d'âge scolaire est essentielle pour sa croissance, son développement psychomoteur et ses capacités d'apprentissage.

C'est pourquoi, ces actions sont conçues pour s'attaquer aux problèmes nutritionnels les plus répandus chez les populations les plus pauvres : carences en vitamines A ou en fer, infections.

Les menus des repas fournis par les écoles sont composés par des spécialistes afin d'apporter aux enfants les nutriments dont ils ont besoin dans des proportions adaptées. Les repas ou collations doivent être enrichis en micronutriments et vitamines A qui aident à lutter contre les infections et carences. Ils permettent aussi de compenser les mauvaises habitudes alimentaires des enfants, mangeant parfois trop ou pas assez chez eux. Enfin, pour beaucoup d'enfants, c'est le seul repas qu'ils reçoivent dans la journée.

L'alimentation à l'école répond donc à un double objectif de santé et de scolarisation, d'autant plus important pour les jeunes filles dans un contexte où les inégalités entre les sexes restent prévalentes. Le succès des actions d'alimentation scolaire dépend également d'autres facteurs : présence d'enseignants dans les écoles, mise à disposition de manuels adaptés, programmes scolaires, accès à l'eau, garantie d'un environnement sain et propice à l'apprentissage...

Ces repas sont enfin une motivation supplémentaire pour les parents à inscrire leurs enfants à l'école, sachant qu'ils bénéficieront d'un repas gratuit.



Objectifs des repas scolaires

Éducation et scolarisation

La présence d'une cantine scolaire encourage les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Cela contribue aux Droits de l'Enfant à l'alimentation, à l'éducation et à la santé.

Les bénéficiaires sont :

- Les enfants
- Les familles des enfants
- La population locale

Protection sociale

Les repas scolaires contribuent à briser le cycle de la faim, de la pauvreté et donc de l'exploitation des enfants dans les régions les plus pauvres du monde. Ils permettent en outre de rompre le cercle intergénérationnel de la malnutrition. Qui plus est, l'existence des programmes d'alimentation scolaire, associés à des opérations de sensibilisation et d'éducation, permettent aux écoliers d'acquérir des pratiques alimentaires plus saines qu'ils peuvent ensuite transmettre à leurs familles et leurs communautés.

Nutrition

Les repas scolaires contribuent de façon significative à améliorer l'état de santé général des enfants et réduire les carences en micronutriments pour garantir le bon développement de celui-ci.

Agriculture locale

Les repas scolaires permettent de soutenir les producteurs locaux et donc de soutenir l'économie nationale, ce qui contribue à rendre ces actions plus durables. Par ailleurs, en soutenant l'agriculture locale, les repas scolaires participent à l'adoption de pratiques agrobiologiques et/ou sensibles au climat. Des emplois sont créés, des habitants travaillent aussi au traitement et à la préparation des repas servis aux élèves, ainsi que dans le nettoyage d'ustensiles ou dans l'élaboration des repas.

Rôle social

Les repas scolaires favorisent et renforcent le tissu social au sein des communautés.

Les différents individus échangent, transmettent leur culture culinaire et leur mode de vie à travers différents repas. En donnant de bonnes habitudes alimentaires à l'enfant, il les reproduit de manière naturelle ce qui va créer une source d'interaction sociale, l'enfant pouvant échanger dans sa famille sur les bonnes habitudes à adopter.

Plaisir et communication

Enfin, le repas est un moment de plaisir et de découverte durant lequel les enfants peuvent se détendre et communiquer.

ALIMENTATION ET LA CRISE COVID-19

Impacts de la crise COVID-19

Cette année 2020 est durement marquée par la pandémie de COVID-19, touchant l'ensemble des pays du globe. Au 2 septembre 2020, on dénombre un total de 25 541 380 victimes de la pandémie, dont 852 000 morts. En France, le nombre de cas s'élève à 264 953, dont 30 484 morts (pour actualisation des chiffres : <https://covid19.who.int/>).



Dépassant le domaine de la santé, cette pandémie a de nombreuses conséquences indirectes :

Dans le domaine éducatif

Près d'1,6 milliards d'élèves ont été touchés par la fermeture des écoles, soit 9 enfants sur 10 (voir partie 5).

Dans le domaine économique

En France, le PIB devrait diminuer de 12 % en 2020, ce pourcentage pouvant atteindre jusqu'à 14 % en cas de deuxième vague. Dans le monde, ces chiffres sont respectivement de 6 % et 7,7 %.

Dans les pays de l'OCDE, le taux de chômage a augmenté de 3,2 % en moyenne entre février et avril 2020, pour atteindre le taux record de 8,5 %.

Il est estimé que, mondialement, 71 millions de personnes passeront sous le seuil de l'extrême pauvreté suite aux conséquences de cette pandémie.

Dans le premier quart de l'année 2020, le commerce mondial a diminué de 26,9 %.

Dans le domaine environnemental

La lutte contre la pandémie de COVID-19 pourrait faire chuter les émissions de dioxyde de carbone jusqu'à 7 % en 2020, principalement du fait de la baisse du transport routier pendant les périodes de confinement ; cependant, il est à craindre un retour en force du transport routier, même supérieur à la période d'avant crise, du fait de la réticence à prendre les transports en commun en période de pandémie.

COVID-19 et sécurité alimentaire

Cette pandémie impacte profondément la sécurité alimentaire et la nutrition à un niveau planétaire. Si la force et la forme de ces impacts varient en fonction des régions, de leur géographie et de leur résistance aux chocs, les populations les plus vulnérables sont partout les plus impactées.

Ce sont les conséquences économiques de la pandémie de la COVID-19 qui ont un impact sur la sécurité alimentaire. L'instabilité générale a enclenché une récession mondiale majeure, risquant de faire plus de victimes que l'épidémie elle-même.

Il est habituel que les crises économiques aient un impact majeur sur la production de nourriture, les échanges commerciaux et la volatilité des prix. Cependant, la crise déclenchée par la COVID-19 a un impact décuplé sur ces éléments de par son caractère global et particulièrement imprévisible.

De plus, cette crise impacte le domaine de l'alimentaire à tous les niveaux, de l'offre des matières premières, leur transformation, leur échange sur les marchés nationaux et internationaux et leur distribution à la demande même de ces produits par le public.

L'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire mondiale peut être divisé en deux types :

Les impacts directs : l'offre et la demande de nourriture

→ L'offre de nourriture peut être impactée de deux manières :

À court terme, les individus, cédant à la panique, achètent des stocks importants de nourriture, créant ainsi une pénurie.

À long terme, la production de nourriture est ralentie par les producteurs et employés tombant malades, et par les mesures de protection sanitaire imposées sur la production et la distribution. De plus, le climat général de crise et d'instabilité impacte négativement la volonté des producteurs d'investir dans une augmentation de leur production.

Les pays les plus susceptibles de subir une pénurie de l'offre de nourriture sont les pays européens, d'Asie centrale et américains, de par leur dépendance majeure aux marchés internationaux de l'agriculture.

→ La demande de nourriture peut également être impactée de deux façons :

À court terme, elle connaît une forte augmentation, en raison des stocks de nourriture faits par les consommateurs.

Cette augmentation est ensuite suivie à long terme par un déclin important de la demande de nourriture dû à l'incapacité des consommateurs à se déplacer, leur perte de revenus, et la crise économique en général. Souvent, ce déclin est accompagné par une transformation des habitudes alimentaires des consommateurs ayant un impact sur leur nutrition.

Dans les prochains mois, il est estimé que la demande de nourriture mondiale devrait stagner, puis décliner (l'ampleur de ce déclin dépendant de l'ampleur de la crise).

Les impacts indirects : le pouvoir d'achat

Les impacts indirects de la crise touchent majoritairement les populations les plus vulnérables.

- En l'absence de filet de sécurité protégeant la population, les mesures de confinement ont un impact désastreux sur le pouvoir d'achat des individus ne pouvant poursuivre leur activité professionnelle. En effet, pour de nombreux individus, ces mesures signifient la perte de leur emploi ou une réduction d'activité, et donc de revenu. Leur capacité à acheter de la nourriture et à avoir une alimentation équilibrée en est donc directement impactée.
- Dans les pays dépendant d'une importation de nourriture, la pandémie rend l'accès aux produits alimentaires plus difficile et très instable, donc les prix augmentent.
- Dans les pays producteurs de nourriture (comme la Chine et les États-Unis), la production est ralentie. Les prix mondiaux augmentent, ayant donc un impact sur le pouvoir d'achat des consommateurs partout dans le monde. Plus les mesures sont strictes et s'inscrivent dans la durée, plus les conséquences économiques pour les consommateurs sont importantes. Les populations les plus impactées seront celles des pays dont l'économie repose grandement sur l'économie informelle, telles que l'Afrique subsaharienne et l'Asie du sud, mais aussi l'Amérique latine.

La pandémie de COVID-19 a donc un impact sur :

- L'accès à la nourriture des individus, spécialement pour les populations les plus vulnérables ainsi que pour les individus travaillant dans le secteur tertiaire. Le nombre d'individus en situation de sous-nutrition a ainsi augmenté.
- La nutrition, de nombreux individus étant obligés de modifier leur régime alimentaire pour privilégier les produits se conservant longtemps (moins coûteux, mais ayant une valeur nutritionnelle inférieure) et négligeant les produits frais. Les carences alimentaires sont ainsi plus fréquentes. La FAO estime que l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire sera plus ressenti en termes de carences nutritionnelles qu'en termes de réelle sous-nutrition.
- La disponibilité en nourriture, due à l'instabilité des marchés mondiaux et des marchés nationaux, ainsi qu'aux mesures de prévention imposées par les gouvernements.
- La capacité des individus à faire pression sur le marché de la nourriture en général. Les principales victimes sont partout les populations les plus vulnérables. De plus, les gouvernements doivent aujourd'hui débloquer des sommes importantes pour faire face à la crise, ce qui va augmenter la dette des pays, creuser leur déficit.

Les impacts de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire mondiale sont donc majeurs, multiples, à court terme et à long terme. Le nombre d'individus confrontés à une insécurité alimentaire aigüe devrait ainsi passer de 135 millions en 2019 à 265 millions en 2020.

Cette insécurité alimentaire impacte à son tour le système immunitaire des individus et ainsi la progression de l'épidémie.



Rôle de l'alimentation dans la transmission du virus

Le principal risque lié à la transmission du virus dans le secteur alimentaire est le regroupement d'individus dans les espaces de restaurations tels que les restaurants mais aussi les cantines. Si les règles d'hygiène sont respectées, la consommation de nourriture en elle-même ne pose qu'un risque minime. Il en est de même pour les emballages, très peu susceptibles de transmettre le virus.

Cependant, des règles basiques sont tout de même à respecter :

- Nettoyer longuement la nourriture ;
- Cuire longuement la viande et le poisson ;
- Boire beaucoup d'eau ;
- Ne pas partager sa vaisselle ;
- Nettoyer fréquemment les surfaces ;
- Manger des aliments riches en vitamines C ;
- Ne pas utiliser les mêmes couteaux pour la viande et les autres aliments.

De plus, nous pouvons participer à réduire les effets de la crise alimentaire en :

- Participant à la production de nourriture (potagers, jardins communs...);
- Ne gaspillant pas la nourriture ;
- Ne faisant pas de stocks importants de nourriture chez soi ;
- Favorisant les circuits courts ;
- Soutenant les initiatives visant à distribuer de la nourriture aux populations les plus vulnérables.

COVID-19 et les enfants

De manière générale, les enfants semblent être moins à risque de contracter la COVID-19 que les adultes. Cependant, ils sont plus vulnérables à cette pandémie dans de nombreux domaines.

En effet, parmi les conséquences de cette crise sur les mineurs se trouvent :

- L'interruption de l'instruction à l'école.
- La crise économique et la fermeture des écoles obligent certains enfants à travailler ou à se marier. Elle augmente aussi le risque de grossesses précoces.

- Les mesures de confinement augmentent la vulnérabilité de certains enfants aux violences et abus domestiques. Il est considéré que, mondialement, 8 enfants sur 10 de moins de 14 ans ont subi des agressions physiques ou psychologiques chez eux, perpétrées par les personnes ayant leur garde. La moitié des enfants de 2 à 4 ans ont subi une forme d'agression chez eux.
- La crise économique et la fermeture des écoles menacent l'accès de certains enfants à une alimentation équilibrée.
- Pour certains enfants vivant par exemple dans des camps de réfugiés, le confinement signifie un recul en termes d'accès à l'hygiène et à l'intimité.
- Dans certains cas, les services de protection de l'enfance ou de soutien psycho-social ne sont plus accessibles.
- Dans certains cas, les services de santé se concentrent sur la gestion de crise et délaissent les autres secteurs tels que le contrôle prénatal et post-natal ou les campagnes de vaccinations. Le taux de mortalité, dû à des maladies telles que la pneumonie ou la malaria, a fortement augmenté chez les enfants cette année.
- Les enfants sont plus sensibles aux changements de routine et le fait de ne plus voir leurs amis ou leur famille peut avoir un effet néfaste sur leur développement et leur bien-être. Ils peuvent être victimes d'angoisses, de phobies, de stress.

Comme toutes les crises, la COVID-19 renforce les inégalités existantes. La vulnérabilité des enfants dépend donc aussi de leur appartenance à d'autres groupes tels que :

- **Les filles** : Partout dans le monde, la crise rend les femmes plus vulnérables aux violences et abus domestiques, à la fermeture des services de protection les protégeant, à un manque de disponibilité des produits hygiéniques, à un transfert des ressources réservées à la santé reproductive vers de la gestion d'urgence, et bien d'autres... De plus, la responsabilité des tâches domestiques et la prise en charge des enfants plus jeunes (laissant peu de temps par exemple pour l'éducation), retombe encore bien souvent sur elles. Cette année, 18 % des femmes de 15 à 49 ans ont subi une agression physique ou sexuelle de la part de leur partenaire dans le monde. En France, les plaintes pour violence domestique ont augmenté de 30 % depuis le 17 mars.
- **Les réfugiés** : Pour les réfugiés habitant dans des camps, des couvre-feux ont souvent été imposés limitant drastiquement leur accès à la nourriture, aux médicaments et aux produits d'hygiène. Ils sont également plus vulnérables aux fermetures des services de protection, aux limitations de leur liberté de mouvement, aux discriminations et aux limitations des opportunités de régulariser leur statut. Dans le monde, 13 millions d'enfants sont réfugiés, 1 million demandeurs d'asile et 17 millions déplacés.
- **Les personnes en situation de handicap** : Le risque de contracter la COVID-19 peut être renforcé par un manque d'accès à l'information, une dépendance aux soins personnels, et une sensibilité de certaines conditions au virus.
- **Les enfants des rues** : les enfants en contact avec les centres d'accueil dédiés sont toujours pris en charge par les travailleurs sociaux, mais la crise de COVID-19 a empêché la venue de nouveaux arrivants. D'une manière générale, les enfants les plus marginalisés ont rencontré des difficultés d'accès à la nourriture encore plus importantes.



Impacts de la fermeture des écoles

Dans le monde, des centaines de millions d'enfants n'ont plus accès à l'école depuis le début de la crise. Cela est dû soit à la fermeture des écoles par mesure de prévention, soit au fait que l'argent dépensé pour faire face à l'épidémie est retiré directement des budgets prévus pour l'éducation.

Près d'1,6 milliards d'élèves ont été touchés par la fermeture des écoles, soit 9 enfants sur 10.
463 millions d'enfants ont été privés d'accès à l'éducation, soit parce que leur école n'a pas mis en place les procédures nécessaires, soit parce qu'ils n'ont pas accès à la technologie nécessaire à une éducation à distance.

155 millions d'enfants en âge d'entrer à l'école n'ont pas fait leur rentrée cette année.
191 millions d'étudiants ont vu les portes de leurs universités fermer.
En mai 2020, 60,3 millions d'enseignants n'étaient pas en classe.

La fermeture des écoles révèle des inégalités persistantes dans l'accès à l'éducation. La majeure partie des écoles ayant mis en place un dispositif d'éducation à distance a utilisé internet, la télévision et la radio. Beaucoup d'enfants venant de familles modestes n'ont donc pas accès à la technologie nécessaire pour suivre ces programmes. Dans beaucoup d'écoles situées dans des régions plus vulnérables, aucun dispositif n'est mis en place pour assurer la continuité de l'éducation.

Il est estimé aujourd'hui que seulement la moitié des familles du monde a accès à Internet. 31 % des enfants d'écoles primaires et de collèges ont été coupés de toute forme d'éducation depuis le début de la crise. En Afrique, ce pourcentage monte à 49 %. Les 3/4 des enfants ayant été privés d'accès à l'éducation viennent du milieu rural et de familles à revenus modestes.

Travailler de la maison nécessite que l'enfant ait accès à un environnement positif et stimulant. Beaucoup d'enfants, malgré la disponibilité d'outils en ligne, ne se sont pas connectés. Les inégalités de genre ont une fois de plus été frappantes, les femmes ayant été dans la plupart des cas responsables de suivre l'éducation des enfants à la maison.

Pour certains enfants, ne pas aller à l'école signifie devoir travailler ou se marier.

La fermeture des écoles a un lien direct avec le décrochage scolaire, d'autant plus marqué dans les familles à revenus modestes.

L'UNICEF estime que 11 millions d'enfants pourraient ne plus retourner à l'école suite à cette crise, majoritairement des filles.

La fermeture des écoles équivaut aussi dans la plupart du temps à une fermeture des cantines. En mai, 364 millions d'enfants n'avaient plus accès aux repas scolaires. Pourtant, lors des crises les cantines ont un rôle important de protection des enfants, de leur famille et de leur communauté. La fermeture des écoles prive ainsi de nombreux enfants d'un accès à une nourriture saine et aux services nutritionnels fournis par leur école. Dans le cadre d'un accès général plus limité à la nourriture, de nombreux enfants sont ainsi mis en danger par la fermeture des cantines.

De plus, la fermeture des cantines peut limiter l'accès à l'hygiène : dans le monde, 40 % des enfants n'ont pas accès à l'eau et au savon chez eux. En Afrique sub-saharienne, ces chiffres montent jusqu'à 75 %. Cela rend très difficile le suivi des mesures sanitaires protégeant de la COVID-19.

Enfin, dans de nombreux cas, les cantines emploient des personnes de la région et se fournissent auprès de producteurs locaux, durement impactés par ces fermetures.

Cependant, malgré la réouverture des écoles, certaines cantines demeurent encore fermées.

Les écoles ont un rôle fort à jouer dans la gestion de la crise, afin de :

- Préserver le bien-être des enfants
- Maintenir la continuité de leur éducation
- Les protéger du virus lors de la réouverture des écoles

SOURCES

FAO, « COVID-19: Channels of transmission to food and agriculture », 2020

CCSA, « How COVID-19 is changing the world: a statistical perspective », 2020

Comittee on World Food Security – HLPE, « Impact of COVID-19 on Food Security and Nutrition (FSN) », 03/2020

FAO, « Food security under the COVID19 pandemic », 2020

PAM, « Recommendations for adjusting standard operating procedures for food distributions in the context of the COVID-19 outbreak », 03/20

UNHCR, « COVID-19 Impact on Refugees », 04/20

Food Security Cluster, « Food Safety Health Advice To Prevent The Spread of Virus », 04/20

Courrier international, « COVID-19. Le confinement a engendré une baisse “spectaculaire” des gaz à effet de serre », 20/05/2020

En ligne : <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/covid-19-le-confinement-engendre-une-baisse-spectaculaire-des-gaz-effet-de-serre>

UNHCR, « Age, Gender and Diversity Considerations – COVID-19 » 03/20

World Bank, « Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty », 08/20
En ligne : <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty>

ONU Info, « A cause du COVID près de 300 millions d'élèves privés de repas scolaires », 04/2020,
En ligne : <https://news.un.org/fr/story/2020/03/1064572>

IFCR-UNICEF-WHO, « COVID-19: IFRC, UNICEF and WHO issue guidance to protect children and support safe school operations », 03/20

Lebanon Food Security Sector-AUB, « Brief guidance on food parcels composition », 04/20

FAO, « COVID-19 et sécurité sanitaire des aliments : orientations pour les entreprises du secteur alimentaire », 04/20

FAO, « La faim ne diminue toujours pas dans le monde depuis trois ans et l'obésité est toujours à la hausse – Rapport des Nations Unies », 2019

En ligne : <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1201888/icode/>

INSEE, « Point de conjoncture du 8 juillet 2020 », 07/20

En ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4630548?sommaire=4473296>

UNDP, « Objectif 2 : FAIM ZERO », 2020
En ligne : <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-2-zero-hunger.html>

World Economic Forum, « The impacts of COVID-19 around the world, as told by statistics », 05/20

UNICEF, « Nouveau rapport : un enfant de moins de 5 ans sur trois souffre de malnutrition », 10/2019

En ligne : <https://www.unicef.fr/article/nouveau-rapport-un-enfant-de-moins-de-5-ans-sur-trois-souffre-de-malnutrition>

RTL, « La faim dans le monde progresse selon l'ONU », 07/20

En ligne : <https://www.rtl.fr/actu/international/la-faim-dans-le-monde-progresse-en-2020-selon-l-onu-7800668042>

UN Covid-19 riposte, « Bâtir aujourd'hui l'avenir de l'éducation », 2020

En ligne : <https://www.un.org/fr/coronavirus/future-education-here>

UNICEF, « Mitigating the effects of the COVID-19 pandemic on food and nutrition of schoolchildren », 04/20

Sites Internet :

PARTAGE : <https://www.partage.org/>

OCDE : <https://www.oecd.org/economic-outlook/june-2020/>

WHO : <https://covid19.who.int/>



CantinesDuMonde

Un événement de l'association PARTAGE

→ www.cantinesdumonde.org